

# Contrôle et surveillance en temps de pandémie



Du Projet accompagnement solidarité Colombie (PASC)

La pandémie a révélé les conséquences d'années de coupes budgétaires des gouvernements et de politiques favorisant la privatisation graduelle de nos systèmes publics de santé, au profit d'une vision mettant de l'avant la rentabilité économique de la santé.

Pour faire face à la pandémie de la COVID-19, au lieu de proposer des investissements dans nos services publics, de nombreux États ont opté massivement pour l'implantation de mesures répressives, telles que le confinement strict et le couvre-feu, et d'une panoplie de mesures de contrôle et de surveillance.

L'urgence et le climat de peur servent à forcer le consensus et à fabriquer le consentement de la population aux diverses mesures mises de l'avant pour nous sortir de la crise sanitaire. Nous acceptons jours après jours la mise en place de mesures de contrôle social qui, il y a à peine quelques mois, auraient été impensables. Le traitement médiatique de la pandémie n'est pas étranger à l'acceptation sociale des changements drastiques qui nous sont imposés.

Ainsi, la majorité des États se tournent vers le privé pour nous offrir des solutions technologiques. Comme ceux mis en place dès le début de la crise en Israël par exemple,

où les données de géolocalisation des cellulaires, normalement utilisées par les services de renseignement pour réprimer les mouvements sociaux palestiniens, ont été utilisés pour identifier les personnes qui auraient été en contact avec des porteurs du virus.

Partout dans le monde, des pays ont maintenant recours à des applications de traçage numérique. Ainsi, avec le prétexte de vouloir nous protéger du virus, nous assistons à la mise en place de systèmes de suivis des déplacements et des relations de milliards d'individus, alors que les résultats sanitaires sont plus qu'incertains.

La pandémie est vue par l'élite mondiale comme une opportunité d'accélérer la mise en œuvre du capitalisme de surveillance et de ce que le Forum économique mondial (FEM) appelle, la 4<sup>ème</sup> Révolution Industrielle : numérisation des chaînes d'approvisionnement et de pans entiers de l'économie, Internet, des objets, villes intelligentes, etc. Le capitalisme de surveillance est une forme d'extractivisme, dans laquelle la matière première sont les données personnelles des individus, le nouvel « or » sur les marchés boursiers. Bref, une hyper-connexion via un système Internet totalement centralisé et contrôlé qui consigne dans de gigantesque centre de données, nos amitiés, nos désirs, nos tristesses et nos peurs afin de pouvoir les analyser et mieux les “influencer” grâce à la capacité de traitement de données de l'intelligence artificielle.

Les plans de développement des villes intelligentes, basés sur la surveillance et l'interconnectivité des données, affrontaient avant la pandémie de nombreuses réticences à cause de l'ampleur des changements proposés. La pandémie semble avoir fait disparaître ces réticences, agissant comme un choc qui permet de rendre acceptable que nos maisons deviennent notre bureau, notre gym, notre école et même notre prison si l'État le décide.

Montréal est devenue un des plus importants pôles de développement de l'intelligence artificielle dans le monde. « Les entrepreneurs en IA ont dans leur mire l'ancien pôle industriel entre Parc-extension et la Petite-Patrie, qu'ils appellent le Mile-Ex. Ils profitent aussi de l'expansion du campus de l'UdM dans la partie Sud de Parc-Extension. (...) Plusieurs start-up sont aussi situées près du Canal Lachine. (...) Ces entreprises s'approprient des ateliers locatifs, faisant grimper le prix des loyers et des ateliers, mais aussi des logements tout autour. Ce mouvement d'appropriation du territoire par les entrepreneurs en IA contribue à achever la gentrification des quartiers visés. »<sup>1</sup> Nos luttes contre la gentrification peuvent les décourager de s'installer dans nos quartiers ; à nous de faire les liens entre l'embourgeoisement de ces derniers et le développement des pôles de l'IA.

Les crises du capitalisme opèrent toutes selon la même dynamique ; elles liquident des pans entiers de l'économie et permettent de la restructurer avant d'entrer dans une nouvelle phase de croissance et d'accumulation de capitaux, qui concentre chaque fois plus la richesse. Les crises financières, les guerres et les catastrophes, dont les pandémies, sont idéales pour remettre les compteurs à zéro. Klaus Schwab, le fondateur et président exécutif du FEM (aussi appelé forum de Davos) en est bien conscient, puisqu'il fait la promotion active de l'idée que la pandémie offre une fenêtre d'opportunité pour effectuer

ce qu'il appelle The Great Reset, visant à jeter de nouvelles bases pour le fonctionnement du capitalisme global, basé sur l'idée d'une mondialisation version 4.0.

La crise actuelle permet également de mettre à jour les cadres légaux et les comportements sociaux et de réécrire les règles du jeu de la « nouvelle normalité » qui s'installe. N'oublions pas que les États tendent à rendre permanentes les lois spéciales et autres mesures d'exceptions introduites en temps de crise. Nous n'avons qu'à penser aux lois anti-terroristes ayant été votées un peu partout sur la planète après le 11 septembre 2001, donnant des pouvoirs accrus aux forces de l'ordre et à l'État en matière de contrôle et de surveillance ; l'ensemble de ces pouvoirs sont toujours en place.

En plus de mesures autoritaires comme l'imposition de couvre-feu et les contrôles d'identité, plusieurs autres moyens de surveillance médicale de masse sont en train de voir le jour : caméras thermiques et de reconnaissance faciale, bracelets électroniques pour contrôler la distanciation physique, et carnet de vaccination numérique font partie des propositions en vogue. Ce dernier est probablement le plus inquiétant car les personnes qui refusent de se faire vacciner pourraient se voir refuser l'accès aux avions, aux endroits publics, commerces, restaurants, bars, salles de spectacles et même à leur lieu de travail. L'Ontario et le Québec ont déjà indiqué qu'ils pensent à exiger des preuves de vaccination pour certaines activités.

Alors qu'on nous demande de nous adapter à cette nouvelle « normalité », nous devons nous demander jusqu'où sommes-nous prêtes à accepter ces nouvelles formes de contrôle et de surveillance de nos vies.

Nous assistons à une véritable réingénierie des comportements sociaux : imposition du télétravail, délation des voisins, peur de la contagion, peur d'une accolade, isolement social et acceptation de la surveillance de masse. Alors que le capitalisme de surveillance a bel et bien pris son envol et que son éventail de nouvelles technologies nous est présenté comme autant de solutions miracles à la crise que nous vivons; nous percevons avec inquiétude la rapide acceptation des mesures qui créent de la distance dans nos relations humaines et nous empêchent d'être ensemble...

Bien que nous acceptions la distanciation sociale comme un mauvais moment à passer, tant qu'il s'agit d'une mesure temporaire pour se protéger et protéger nos proches, nous pouvons refuser de nous y habituer et affirmer d'ores et déjà que nous n'accepterons pas la distanciation sociale perpétuelle. Nous avons besoin du contact humain et nous en priver revient à nous déshumaniser.

Tout comme nous refusons l'imposition de mesures autoritaires pour faire face à la pandémie, refusons que s'installe un monde sans contact!